

institutions financières et examiné notre manière de financer les travaux publics, est certainement frappé, s'il est un observateur objectif, de la stupidité du régime financier conventionnel qui régit notre société. Il s'agit d'une protestation contre les gens en place et elle date d'il y a longtemps. C'est une protestation née du spectacle de la pauvreté au milieu de l'abondance, de celui du gaspillage qui règne alors que les gens ont besoin de tant de choses. Je me souviens des années de crise, quand il y avait tant de gens cherchant du travail et tant de besoins à satisfaire et que le gouvernement se montrait cependant incapable d'harmoniser cette double situation. Plus tard, lorsque la guerre a éclaté, la nation s'est soudain révélée capable de faire face à des dépenses énormes.

Je me souviens avoir rencontré pendant la guerre un garçon qui n'était pas un volontaire mais un conscrit de l'armée canadienne. A cette époque de grand patriotisme on avait tendance à regarder les conscrits de travers. Je me souviens lui avoir demandé la raison de son attitude. Il m'a répondu: «Il fut un temps où j'avais besoin d'un emploi, où il m'aurait fallu l'aide de mon gouvernement; c'était au temps où il ne pouvait résoudre les problèmes posés par la crise; il n'a pu ni me trouver un emploi, ni m'envoyer à l'école, ni m'aider à faire vivre ma famille. Maintenant que la guerre a éclaté, il y a tout à coup de l'argent de toutes parts pour m'envoyer combattre. Je n'aime pas ce genre d'attitude et c'est pourquoi j'ai adopté cette position. C'était une position assez extrême et ce n'était certainement pas la mienne mais, d'une certaine manière, elle était compréhensible.

Pour en revenir à ce que j'ai dit antérieurement, tout cela reflète les griefs de notre société contre les méthodes financières traditionnelles. Dans une certaine mesure, nos banques subventionnent déjà certains programmes publics. Au cours des audiences du comité permanent des finances, du commerce et des affaires économiques, nous avons eu l'occasion de poser certaines questions aux représentants des banques lorsqu'ils ont comparu et on a précisé que 15 p. 100 environ des dépôts bancaires sont maintenant consacrés aux activités du gouvernement. Que ce soit pour des prêts aux étudiants, aux agriculteurs, aux pêcheurs, aux petites entreprises ou des prêts hypothécaires consentis en vertu de la loi nationale sur l'habitation, les banques ont déjà réservé 15 p. 100 de leurs fonds pour les affecter conformément à des directives d'ordre public. Elle ne le font pas toujours à des taux d'intérêt avantageux mais je suis sûr que ces taux sont moins élevés qu'ils ne l'auraient été si l'on n'avait pas insisté sur le fait qu'il s'agissait de questions d'ordre public.

En tout cas, le gouvernement prévoit qu'un certain pourcentage du capital disponible dans notre société sera utilisé au bénéfice des priorités sociales qu'il a établies. Ce genre d'arrangement entraîne dans une certaine mesure un régime de subventions d'interdépendance. Si les banques exigent un intérêt moins élevé de certains groupes, elles devront évidemment exiger d'autres groupes un taux d'intérêt plus élevé. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que les banques, dans notre société, font exactement ce qu'on leur dit; elles n'ont pas eu le choix. Lorsque nous critiquons les banques, nos critiques sont en quelque sorte mal orientées parce qu'elles devraient être adressées au gouvernement. Que ce soit la Banque du Canada ou les banques à charte de notre pays, elles appliquent les politiques du gouvernement. Il a été nettement prouvé ces dernières années que le gouvernement veut que les banques suivent une certaine ligne de conduite. Et si tel est son souhait à l'égard de la Banque du Canada, cette institution doit s'y plier. Donc, mes critiques ne seront pas dirigées contre la Banque du Canada ou d'autres banques mais plutôt contre la politique du gouvernement qui encourage et maintient la situation actuelle.

A l'heure actuelle les bénéfices des banques atteignent un sommet sans précédent depuis quelques années. Au fil des ans elles réalisent des bénéfices fabuleux et tout indique que cette année ne fera pas exception. On ne peut donc s'empêcher de conclure que le gouvernement veut que les banques réalisent ces énormes bénéfices car, si tel n'était pas son vœu, il pourrait leur dire: «Limitez vos bénéfices et en particulier l'écart entre l'intérêt que vous versez pour vous procurer des fonds et celui que vous exigez pour les prêter.» Donc si les bénéfices des banques atteignent le niveau actuel c'est parce que le gouvernement du Canada le veut ainsi.

On peut se demander pourquoi il en est ainsi à une époque où le gouvernement du Canada exige que les autres secteurs de l'économie modèrent leurs exigences, en particulier les salariés. Il y a un certain nombre de raisons, à mon avis, pour que le gouvernement veuille que les choses se passent ainsi. Il veut que les banques fassent de l'argent pour certaines raisons bien évidentes, à moi du moins. Tout d'abord, elles maintiennent les taux d'intérêt élevés et le gouvernement veut qu'ils le soient. Deuxièmement, cette politique empêche la disparition de bon nombre de nos institutions financières.

• (3.30 p.m.)

Les banques canadiennes ne sont pas pleinement efficaces. Leur fonctionnement présente beaucoup de lacunes. Néanmoins, vu les pouvoirs dont elles disposent en vertu de la loi sur les banques, si elles diminuaient leurs